

Cela étant dit, la question peut jouer des deux côtés, monsieur le ministre. Au Québec, nous consommons du boeuf qui vient de l'Ouest en grande quantité et nous payons probablement un peu plus cher que si on l'achetait ailleurs. Alors, advenant la souveraineté, il sera toujours possible pour le Québec, si le marché se coupe pour les producteurs de lait québécois, d'acheter notre boeuf ailleurs. *Business is business.*

Le président suppléant (M. Kilger): À l'ordre! Avant la suite du débat, je dois informer la Chambre qu'au début de la séance, nous avons omis d'informer la Chambre de l'absence du Président. J'ordonne donc au greffier de l'inscrire au *Procès-verbal*. Suite du débat. Le ministre des Affaires intergouvernementales a la parole.

L'hon. Marcel Massé (président du Conseil privé de la Reine pour le Canada, ministre des Affaires intergouvernementales et ministre chargé du Renouveau de la fonction publique, Lib.): Monsieur le Président, il me fait grand plaisir de prendre part à ce débat. Ce budget est un budget qui prend des actions très fortes parce que ce sont les actions qui sont nécessaires pour enfin briser l'emprise du déficit sur nos politiques. En fait, c'est un budget qui contient les actions les plus draconiennes pour un gouvernement fédéral, depuis 50 ans.

[Traduction]

Grâce à ce budget, nous atteignons notre objectif de réduction du déficit sans pour autant augmenter l'impôt sur le revenu des particuliers. C'est la deuxième année d'affilée que le gouvernement refuse de faire porter aux simples citoyens le fardeau de la réduction du déficit.

Je suis particulièrement heureux d'avoir l'occasion d'expliquer le processus et l'importance de l'examen des programmes, l'un des principaux éléments du budget.

En septembre dernier, à Québec, le premier ministre a précisé quatre éléments essentiels du programme de création d'emplois et de croissance de notre gouvernement. Cette semaine, dans le budget de 1995-1996 que le ministre des Finances a présenté, on a exposé en détail aux députés un de ces éléments fondamentaux, c'est-à-dire l'examen des programmes.

L'année dernière, le premier ministre m'a demandé de diriger, en collaboration avec mes collègues du Cabinet, un examen extrêmement approfondi des opérations gouvernementales. On n'était pas allé aussi loin depuis deux générations. Cet examen des programmes et des services gouvernementaux devait être et a été le plus complet jamais réalisé. On voulait que le gouvernement revienne à l'essentiel et mette l'accent sur les priorités des Canadiens.

J'ai travaillé en étroite collaboration avec mes collègues et je voudrais profiter de cette occasion pour les féliciter, une fois de plus, des efforts qu'ils ont déployés dans le cadre de cette initiative qui avait pour but de repenser le rôle de l'État.

Contrairement aux gouvernements précédents, nous avons écouté les Canadiens et les résultats que nous pouvons constater dans le budget que mon collègue, le ministre des Finances, a déposé montrent que nous avons le courage de faire prendre à notre pays une nouvelle voie beaucoup plus sûre.

Initiatives ministérielles

Je crois que les Canadiens vont reconnaître que ce budget et les résultats de l'examen des programmes annoncent une nouvelle façon de gouverner.

• (1030)

Le gouvernement national va changer du tout au tout. Il va en revenir à l'essentiel et refléter les priorités du Canadien moyen. Il correspondra à nos moyens. Il protégera les plus vulnérables et répondra aux véritables besoins des Canadiens.

[Français]

C'est le premier ministre qui, devant la Chambre de commerce de Québec, au mois de septembre dernier, a détaillé nos intentions en remarquant: «La maîtrise de la taille et du coût du gouvernement est un facteur essentiel de croissance économique et de création d'emplois.» C'est dans cette optique que l'examen des programmes a été élaboré et est devenu une des composantes fondamentales du Budget.

Cet examen conduira le gouvernement fédéral à se concentrer sur ses grandes priorités, à revenir à l'essentiel, tout en lui permettant de réduire ses dépenses de façon ordonnée. Cet examen s'est déroulé en se conformant aux trois objectifs que nous avons établis.

Premièrement, renforcer la gestion publique des programmes et services fédéraux; les efforts en ce sens conduiront à une administration fédérale plus petite mais plus efficace qui offrira des programmes que les Canadiens jugent prioritaires. Deuxièmement, contribuer à la modernisation du fédéralisme canadien; le gouvernement ne doit offrir que les programmes et services qu'il est le mieux à même d'offrir. Troisièmement, aider le gouvernement à atteindre ses objectifs financiers.

Il s'agissait donc de repenser totalement ce que le gouvernement fédéral devait faire et ce que les Canadiens pouvaient s'offrir. Dorénavant, les ministères vont devoir abandonner les responsabilités qui ne sont pas fondamentales. Ils fusionnent les programmes et services de même nature au sein d'un ministère ou entre plusieurs ministères, ils éliminent le double emploi et les chevauchements coûteux, ils abaissent le coût d'exécution des programmes en s'aidant des nouvelles techniques, tout en relevant les normes de service, et ils financent les programmes nécessaires par le recouvrement des droits et des coûts d'utilisation.

Il est important de souligner que le but de l'examen des programmes n'est pas d'identifier ou d'effectuer des compressions uniquement pour répondre à des impératifs financiers. Au contraire, nous avons demandé à chaque ministre de passer en revue leurs programmes et activités en fonction de six critères.

D'abord l'intérêt public: Est-ce que l'activité, le programme continue de servir le public? Deuxièmement, le rôle du gouvernement: Y a-t-il un rôle légitime et nécessaire pour le gouvernement dans le domaine du programme ou de l'activité? Troisièmement, le fédéralisme: Le rôle actuel du gouvernement fédéral est-il approprié ou faut-il songer à le transférer aux provinces? Quatrièmement, le partenariat: Quels activités ou programmes pourrait-on transférer en tout ou en partie au secteur privé ou bénévole? Cinquièmement, l'efficacité: Comment peut-on améliorer l'efficacité de l'activité et du programme? Enfin, la